



2026
17
janvier

RASSEMBLEMENT CONTRE LA PRÉCARITÉ

Austérité pour les plus pauvres, cadeaux pour les plus riches

- Plan d'économies de **7 milliards dans la santé**, alors que les salarié·es du secteur sont à bout. Les fédérations hospitalières dénoncent « la pire cure d'économies sur l'hôpital depuis les années 2010 » !
- Économies sur les prestations sociales et les retraites, suppression de plus de 3 000 postes dans la fonction publique et les organismes de Sécurité sociale.
- Mise en place d'une Allocation Unique de Solidarité pour mieux contrôler celles et ceux qui la perçoivent : RSA, primes d'activité, allocations logement. Le Sénat veut même permettre à France Travail d'accéder aux données personnelles des allocataires (registre des compagnies aériennes, données de connexion, opérateurs téléphoniques) : un véritable flicage des privé·es d'emploi !

Les riches ne sont jamais taxés

- Pas question de taxer les riches, pas même avec la taxe Zucman « allégée » qui n'égratignerait même pas leur fortune.
- Tous ces grands patrons crient au « délitre fiscal », se présentant comme ceux « qui créent les richesses », alors qu'ils les détournent à leur profit : ils ont capté **211 milliards d'argent public en 2023**, et même **270 milliards** si l'on compte les allègements d'impôts !
- Les capitalistes creusent la dette, alors que **145 milliardaires français possèdent à eux seuls 1 128 milliards d'euros, soit 40 % du PIB ! Ça ne peut plus durer !**

La régression sociale frappe le plus grand nombre

- **912 personnes** sont mortes dans la rue en France en 2024, un chiffre en augmentation constante (+42,5 % depuis 2018).
- Coupes brutales dans les budgets des associations qui interviennent contre la précarité, fin des contrats aidés.
- Selon la CGT, **444 plans de licenciements** ont été annoncés sur un an, **soit 100 000 emplois supprimés ou menacés**.
- Plus de **68 000 défaillances d'entreprises** recensées sur un an.
- **Plus de 7,5 millions de travailleurs·euses** inscrits à France Travail : loin du « plein emploi » promis par le gouvernement.



2026
17
janvier

Attaques sur les droits des chômeurs·euses

- Mise en application du **décret-sanction de la loi Plein emploi** pour les bénéficiaires du RSA conditionné : sanctions financières progressives jusqu'à priver les plus précaires de leurs moyens de vivre.
- Une convention d'assurance chômage prévoit **2,4 milliards d'économies** sur le dos des privés d'emploi (2025-2028). Le gouvernement vise un nouveau projet pour économiser **3 milliards supplémentaires**.
- L'État veut ponctionner **4,1 milliards sur l'Unédic**, qui sera alors déficitaire de **1,3 milliard en 2026**.
- Flicage permanent des chômeurs·euses par l'IA et menaces sur la « prime de Noël » pour les chômeurs·euses sans enfants...

PRENDRE SUR LE DOS DES PLUS PAUVRES POUR ARROSER LES PLUS RICHES !

Exigeons tous·tes ensemble :

- **L'abrogation** de la convention d'assurance chômage de novembre 2024 et 1er avril 2025
- **L'abrogation** de la loi « plein emploi » et de son décret-sanction du 1er juillet 2025
- **La hausse des minima sociaux** pour une vie digne pour tous·tes, vers un revenu garanti avec ou sans travail à hauteur du SMIC
- **L'interdiction des licenciements** et le partage du travail et du temps de travail entre tous·tes, sans diminution de salaire
- **La répartition des richesses**

Samedi 17 janvier 2026

**RASSEMBLEMENT
CONTRE LA PRÉCARITÉ**

**10H – Place Jouffroy – Besançon
Soupe populaire**